

cherché à nous adapter à un nouveau milieu et à travailler à construire dans le nouveau monde, une société nouvelle. De bien des manières, nous avons tous largement réussi, en même temps que sur certains autres plans nous avons tous, jusqu'ici, également échoué. Je suis en tout cas persuadé que nous avons en commun des problèmes, des aspirations et, en dernière analyse, des ressources humaines.

Somme toute, ce qui nous rapproche davantage c'est l'impératif devant lequel nous nous trouvons de faire en sorte qu'il soit de plus en plus possible pour les citoyens les plus dépourvus, hommes et femmes, de vivre une vie convenable et d'en faire profiter leurs enfants. Cela, au fond, constitue l'objectif primordial de tout gouvernement soucieux de ses responsabilités. Nous parlons, au Canada, de promotion sociale et de croissance économique. Ce sont là, avec l'amélioration qualitative de l'existence, les objectifs de politique générale auxquels le Gouvernement canadien attache actuellement la plus grande importance dans l'optique de l'intérêt national. A l'échelle de l'hémisphère, ces buts ont été clairement et précisément énoncés dans les révisions apportées à votre Charte, révisions qui sont elles-mêmes le reflet de l'importance croissante attribuée par les gouvernements membres de cette Organisation au développement social et économique. Nous sommes heureux de prendre acte de cette nouvelle affirmation de principes généreux, d'autant plus qu'elle est en parfaite conformité avec ce que nous estimons être l'essence même de notre nouvelle politique extérieure.

C'est parce qu'il s'agit là d'idéaux que nous partageons, que mon Gouvernement entend augmenter, autant que ses moyens le lui permettent, sa contribution à votre arsenal de paix. C'est ainsi que dans le domaine de l'assistance au développement nous entendons prendre un certain nombre d'initiatives qui, somme toute, feront plus que doubler le montant déjà alloué à l'Amérique latine. Également, le Gouvernement canadien désire adhérer à cinq autres organisations interaméricaines jouissant de compétences en matière sociale et économique.

En plus, parce que les Canadiens entendent favoriser la croissance économique tant chez eux qu'en Amérique latine, le Gouvernement canadien s'apprête à prendre un certain nombre d'initiatives destinées à augmenter le commerce dans les deux sens et à favoriser les investissements du secteur privé en Amérique latine, bien qu'uniquement dans des conditions telles que soient parfaitement respectés la politique et les intérêts des pays hôtes.

Enfin, il y a la question des rapports du Canada avec l'Organisation des États américains. Le Gouvernement a soigneusement examiné la question de son adhésion éventuelle à l'OEA en ce moment. Sans doute n'est-il pas exclu qu'un futur Gouvernement canadien puisse un jour juger bon de poser sa candidature. Pour l'instant, cependant, il a été décidé que la meilleure solution consisterait, pour le Canada, à se rapprocher des pays de l'Amérique latine, pris individuellement et, en même temps, de certaines institutions interaméricaines, appartenant ou non à l'OEA. Ce sera une façon pour lui de se préparer au rôle qu'il pourra éventuellement être appelé à jouer dans l'hémisphère occidental. Il pourra ainsi acquérir l'expérience supplémentaire et indispensable d'un milieu que bien peu de Canadiens connaissent intimement.

Vous n'ignorez pas que le Canada délègue d'ores et déjà des observateurs à certaines réunions du Conseil économique et social interaméricain, du Conseil pour l'éducation, la science et la culture, et du Comité de l'alliance